



**Loi portant introduction  
du code de procédure civile, du code de  
procédure pénale et de la loi sur la procé-  
dure pénale applicable aux mineurs (LiCPM)  
(Modification)**

## Table des matières

|                                                                                                                                                |   |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---|
| 1. Synthèse et contexte .....                                                                                                                  | 1 |
| 2. Forme de l'acte législatif .....                                                                                                            | 1 |
| 3. Commentaire des articles .....                                                                                                              | 2 |
| 4. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif)<br>et dans d'autres planifications importantes ..... | 7 |
| 5. Répercussions sur les finances, le personnel et l'organisation .....                                                                        | 7 |
| 6. Répercussions sur les communes et l'économie .....                                                                                          | 7 |
| 7. Résultats de la procédure de consultation .....                                                                                             | 8 |
| 8. Proposition .....                                                                                                                           | 8 |

## **Rapport présenté par le Conseil-exécutif au Grand Conseil relatif à la modification de la loi portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LiCPM)**

---

### **1. Synthèse et contexte**

La présente modification a été rendue nécessaire par l'ordonnance du 29 octobre 2014 portant introduction de la loi fédérale sur l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique (Oi IECG)<sup>1</sup>, qui énonce des dispositions d'exécution relatives à la loi fédérale du 13 décembre 2013 sur l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique, entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015 (modification du code pénal, du code pénal militaire et du droit pénal des mineurs)<sup>2</sup>. L'Oi IECG, qui a été édictée sous la forme d'une ordonnance urgente, conformément à l'article 88, alinéa 3 de la Constitution du canton de Berne du 6 juin 1993 (ConstC)<sup>3</sup>, et dont la validité était limitée au 31 décembre 2017, est maintenant transposée dans le droit ordinaire. Il convient en outre d'édicter des dispositions cantonales pour ce qui est des compétences liées à la loi du 21 juin 2013 sur la protection des armoiries de la Suisse et des autres signes publics (loi sur la protection des armoiries, LPAP)<sup>4</sup> ainsi qu'à l'ordonnance fédérale du 6 décembre 2013 sur le traitement des données signalétiques biométriques<sup>5</sup>. La loi sur la protection des armoiries entrera en vigueur au 1<sup>er</sup> janvier 2017<sup>6</sup>. L'ordonnance sur le traitement des données signalétiques biométriques est quant à elle en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> septembre 2014.

La présente modification permet par ailleurs de procéder à d'autres adaptations nécessaires. Diverses procédures qui ont fait leurs preuves doivent être ancrées dans la loi, actualisées ou organisées de manière à être plus efficaces. Les mesures visant à protéger des personnes menacées en dehors de la procédure doivent en outre être réinscrites dans la loi.

### **2. Forme de l'acte législatif**

La plupart des modifications consistent à adapter des réglementations existantes. Les nouvelles dispositions visent à mettre en œuvre le droit fédéral et règlent l'organisation ou les tâches des autorités. Etant donné qu'elles constituent des règles de droit importantes, les adaptations doivent être édictées dans la forme de la loi (art. 69, al. 4 ConstC).

<sup>1</sup> RSB 272.1.

<sup>2</sup> RO 2014 2055.

<sup>3</sup> RSB 101.1.

<sup>4</sup> FF 2013 4243 ss; voir aussi FF 2009 7711 ss: message du 18 novembre 2009 relatif à la modification de la loi sur la protection des marques et à la loi fédérale sur la protection des armoiries de la Suisse et autres signes publics (Projet «Swissness»).

<sup>5</sup> RS 361.3.

<sup>6</sup> Voir à ce sujet le communiqué de presse du Conseil fédéral du 2 septembre 2015 concernant les ordonnances de mise en œuvre du projet Swissness, disponible à l'adresse suivante: <https://www.news.admin.ch/message/index.html?lang=fr&msg-id=58543>

### 3. Commentaire des articles

#### *Article 7, alinéa 1*

En vertu du nouvel article 24 LPAP, les cantons désignent le tribunal qui est compétent, en tant qu'instance unique chargée de connaître les litiges civils en vertu de la LPAP, pour tout le territoire cantonal. Une nouvelle lettre *i* a été ajoutée à l'article 5, alinéa 1 du Code de procédure civile du 19 décembre 2008 (CPC)<sup>7</sup> à cet égard.

Dans le canton de Berne, la Cour suprême ou le Tribunal de commerce peuvent entrer en ligne de compte (art. 6, al. 2 et art. 7, al. 1 LiCPM en relation avec les art. 5 ou 6 CPC). Le Tribunal de commerce connaît déjà à l'heure actuelle, en tant qu'instance cantonale unique, des litiges concernant la propriété intellectuelle. Vu la similitude de ces litiges avec ceux relevant de la protection des marques et d'autres signes, il semble opportun que le Tribunal de commerce soit compétent pour les litiges relevant de la loi sur la protection des armoiries.

#### *Article 31, alinéa 2*

Jusqu'à présent, les auditions menées par la police sur mandat du Ministère public (auditions déléguées selon l'art. 312 du Code de procédure pénale suisse du 5 octobre 2007 [Code de procédure pénale, CPP]<sup>8</sup>) nécessitaient toujours la présence d'une deuxième personne pour rédiger le procès-verbal. Cette réglementation se fondait sur l'ancien Code de procédure pénale du canton de Berne<sup>9</sup> et a été reprise dans la LiCPM au moment de l'introduction du CPP.

La Police cantonale procède à de nombreuses auditions sur mandat du Ministère public, ce qui, en raison de l'obligation d'avoir une deuxième personne, occasionne des frais de personnel importants. Les auditions déléguées ne sont toutefois pas toujours très exigeantes pour la personne qui procède à l'audition. Dans les cas simples, il peut suffire que celle-ci tienne elle-même le procès-verbal.

C'est la raison pour laquelle il convient de donner au Ministère public la possibilité d'autoriser la Police cantonale à ne mobiliser qu'une seule personne pour la tenue du procès-verbal. Le Ministère public, en tant qu'autorité chargée de conduire la procédure, doit bénéficier d'une marge d'appréciation suffisante pour pouvoir décider au cas par cas et selon la complexité de l'audition s'il peut être renoncé à la présence d'une deuxième personne pour la tenue du procès-verbal.

#### *Article 32a*

Les articles 149 ss CPP règlent les mesures de protection durant la procédure pénale. En dehors de celle-ci, la Confédération et les cantons peuvent prévoir des mesures visant à protéger les personnes en vertu de l'article 156 CPP. L'entrée en vigueur de la loi fédérale du 23 décembre 2011 sur la protection extraprocédurale des témoins (Ltém)<sup>10</sup> a abrogé

<sup>7</sup> RS 272.

<sup>8</sup> RS 312.0.

<sup>9</sup> Voir l'article 238, alinéa 3 en relation avec l'article 208 du Code de procédure pénale du 15 mars 1995 (CPP; ROB 95-65).

<sup>10</sup> RS 312.2.

l'ancienne réglementation cantonale relative aux mesures visant à protéger des personnes menacées en dehors de la procédure (art. 35 LiCPM<sup>11</sup>) au 1<sup>er</sup> juin 2013.

Il a par la suite été démontré, dans la pratique, que les cantons continuent de devoir prévoir des réglementations supplémentaires pour protéger les personnes menacées. Ces réglementations s'appliquent en particulier aux personnes visées par le programme de protection de la Confédération, dont le champ d'application est très restrictif, et la procédure d'admission est exigeante, ce qui peut avoir pour conséquence que la protection de victimes de violence domestique ou de harcèlement, notamment, n'est pas suffisamment assurée. Des mesures de protection cantonales sont en outre nécessaires durant la période où l'adéquation aux critères du programme de protection des témoins de la Confédération est examinée.

La nouvelle disposition recrée une base légale en vertu de l'article 156 CPP. Il s'agit en particulier de recenser tous les cas où la loi sur la protection des témoins de la Confédération ne s'applique pas. La Police cantonale décide, sous réserve de l'alinéa 2, des mesures adaptées à un cas concret (p. ex. protection des personnes ou des objets, escorte jusqu'au tribunal, hébergement en un lieu sûr).

#### *Article 46b*

L'article 17 de l'ordonnance fédérale sur le traitement des données signalétiques biométriques exige que ces données soient effacées d'office par le service compétent de la Confédération lorsque certaines conditions sont remplies. En vertu de l'article 22, alinéa 3 de cette même ordonnance, les cantons désignent un service central chargé d'effectuer la communication. Si les conditions mentionnées dans l'ordonnance se présentent, ce service en informe l'autorité fédérale précitée.

La procédure relative à l'annonce, lorsque les conditions pour l'effacement de données biométriques signalétiques sont remplies, est analogue à celle qui concerne les profils d'ADN. Il est par conséquent opportun de reprendre les prescriptions et compétences de l'article 46a, alinéas 3 et 4 pour l'effacement de données ADN.

#### *Article 55, alinéa 3*

Pour les affaires de criminalité économique, la règle qui soumettait la mise en accusation à l'approbation du Parquet général s'était maintenue au fil du temps. Dans le but de simplifier la procédure, le Ministère public doit pouvoir prendre la décision de mise en accusation de manière autonome dans ces cas également.

#### *Article 63, alinéa 1*

Avec la formulation actuelle, c'est le président ou la présidente de la Cour suprême qui doit demander à l'instance précédente de se prononcer dans le cadre de la procédure de recours. Il est toutefois judicieux, et cela correspond à la pratique actuelle, que la personne qui dirige la procédure soit compétente pour demander les prises de position. Cette manière de procéder doit être expressément inscrite dans la loi.

<sup>11</sup> ROB 13-23.

*Article 64, titre marginal*

Il s'agit d'une adaptation de nature rédactionnelle. Sur le fond, la réglementation reste inchangée.

*Article 67, alinéa 1*

S'agissant de cette adaptation, il convient de se référer au commentaire de l'article 63, alinéa 1.

*Article 69, alinéa 3*

La modification consiste en la radiation de l'article 63b, alinéa 3 CPS de la liste. Conformément à la jurisprudence relative à l'article 63b, alinéas 2 et 4 CPS concernant les mesures ambulatoires (voir ATF 134 IV 246, en allemand) ainsi qu'à l'article 62c, alinéas 2 et 3 CPS concernant les mesures thérapeutiques institutionnelles, le tribunal est compétent pour décider si, en cas d'interruption de la mesure, la peine privative de liberté suspendue doit être exécutée. Il convient au passage de noter l'analogie avec la réintégration à la suite de la libération conditionnelle, qui relève également de la compétence des tribunaux. En outre, le tribunal est compétent pour ordonner la suspension de la peine privative de liberté, en vertu de l'article 63, alinéa 2 CPS. Si l'autorité d'exécution décidait ensuite que la peine privative de liberté doit être exécutée, cela irait à l'encontre de l'ordonnance du tribunal. Au vu de ce qui précède, il est justifié de considérer que les tribunaux sont également compétents pour les cas prévus par l'article 63b, alinéa 3 CPS.

La modification vise en outre à mettre à jour la liste conformément aux nouvelles dispositions du CPS entrées en vigueur. Elle permet également de corriger des erreurs de nature rédactionnelle découlant de la migration des données dans Lexwork.

*Article 71*

Conformément à la loi fédérale sur l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2015, les compétences et la procédure applicable doivent être réglées à l'échelon cantonal. La nouvelle teneur de l'article 71 se fonde sur l'ancienne teneur, qui concernait l'interdiction d'exercer une profession. La formulation de l'Oi IECG, dans sa teneur actuellement en vigueur, est reprise pratiquement sans changement.

Dans les cas prévus à l'article 71, le tribunal statue, conformément au droit fédéral, sur proposition de l'autorité d'exécution. Celle-ci (et plus particulièrement les sections de l'application des peines et mesures [SAPEM] et de la probation et des formes particulières d'exécution de peines [SPFP]) est compétente pour la mise en œuvre des interdictions.

*Article 71, alinéa 1*

Pour ce qui est des compétences, le droit fédéral distingue entre le «tribunal» et l'«autorité compétente». Les tribunaux sont en règle générale compétents pour les cas où une intervention est nécessaire; lorsque des allègements sont accordés aux personnes concernées, la compétence peut être transférée à une autre autorité.

L'article 71 prévoyait jusqu'ici que la levée de l'interdiction d'exercer une profession ou la limitation de sa durée ou de son contenu faisaient l'objet d'une décision ultérieure indépendante du tribunal ou du Ministère public. Le Ministère public n'était toutefois pas compétent dans la pratique, puisqu'une interdiction d'exercer une profession ne pouvait être prononcée que dans le cadre d'une condamnation, laquelle dépasse la compétence en matière d'ordonnances pénales. La compétence exclusive du tribunal, qui correspond à la pratique actuelle, a fait ses preuves. C'est pourquoi il n'est pas opportun de transférer cette compétence à différentes autorités, en particulier parce que cela risque de compliquer la procédure et de générer des doublons. Il convient par ailleurs de relever que la loi fédérale sur l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique a soustrait les articles 67 et 67a à 67d du champ d'application de l'article 352, alinéa 2 CPS. La condamnation à une interdiction ne doit pas pouvoir intervenir dans le cadre de la procédure de l'ordonnance pénale, du fait qu'elle ne constitue pas une sanction mineure; la compétence du Ministère public est par conséquent exclue.

La réglementation des compétences prévue à l'alinéa 1 est liée à la prescription énoncée à l'alinéa 3, qui concerne la procédure applicable en cas de décisions judiciaires ultérieures indépendantes. Dans de tels cas, c'est, en vertu de l'article 363 CPS, le tribunal qui a rendu le jugement en première instance qui est compétent. La disposition fédérale est répétée à des fins de clarification.

#### *Article 71, alinéa 2*

L'article 19, alinéa 4 de la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (droit pénal des mineurs, DPMin)<sup>12</sup> règle la procédure à suivre lorsque, à la fin d'une mesure au sens de l'article 19, alinéa 2 DPMin, une interdiction reste nécessaire. Contrairement au cas prévu à l'alinéa 1, il n'est pas possible de déterminer directement, sur la base de l'article 363, alinéa 1 CPP, quelle est l'autorité appelée à statuer, raison pour laquelle il convient de le préciser. En raison de la durée de l'interdiction prévue par la loi et de la compétence réglée au niveau cantonal (art. 19 CPP en relation avec l'art. 56 LiCPM), il est opportun que la décision ressortisse au ou à la juge unique.

#### *Article 71, alinéa 3*

La levée de l'interdiction d'exercer une profession et la limitation de sa durée ou de son contenu en vertu de l'article 71 intervenaient déjà auparavant dans le cadre d'une décision ultérieure indépendante. Cette manière de procéder a fait ses preuves et doit être conservée. La présente disposition s'applique par analogie à l'alinéa 2, puisque la compétence du ou de la juge unique ne découle pas directement de l'article 363, alinéa 1 CPP.

#### *Article 75, alinéa 2*

La législation fédérale ne mentionne pas expressément les conditions matérielles de la grâce. Selon la doctrine et la jurisprudence, la personne condamnée doit être «digne de grâce». Pour déterminer si tel est le cas, il incombe, selon le droit actuellement en vigueur, au service com-

<sup>12</sup> RS 311.1.

pétent de la Direction de la police et des affaires militaires (POM) de demander une prise de position au conseil communal du dernier domicile du recourant ou de la recourante, ainsi qu'au tribunal ayant prononcé la condamnation et à la direction de l'établissement pénitentiaire. La liste des personnes et autorités susceptibles de fournir des renseignements n'est à l'heure actuelle plus adéquate. Il arrive en effet régulièrement que les communes ne puissent fournir aucune information pour la raison que la personne condamnée ne leur est pas connue personnellement. Toutefois, du fait qu'une demande d'information leur est adressée, elles sont inutilement mises au courant de l'existence d'une condamnation, ce qui est délicat du point de vue de la protection des données.

Par ailleurs, les dossiers des autorités de justice, que ces dernières adressent, sur demande, au service compétent de la POM afin que celui-ci puisse évaluer dans quelle mesure la personne concernée est «digne de grâce», fournissent en général des informations suffisantes. C'est pourquoi il n'est souvent pas nécessaire de demander une prise de position aux autorités de justice. Il est par conséquent prévu que le service compétent de la POM constate les faits en se procurant les dossiers auprès des tribunaux et des ministères publics qui étaient auparavant chargés de la procédure pénale.

Selon la pratique actuelle, le service compétent de la POM rend, dans la procédure de grâce, les ordonnances nécessaires (il traite les demandes d'ajournement selon l'article 76, alinéa 2 et examine notamment le droit à une assistance judiciaire gratuite ou la suspension de la procédure). Etant donné que cela se justifie par des raisons d'optimisation de la procédure, cette compétence doit désormais être ancrée dans la loi.

#### *Article 76, alinéa 2*

Etant donné que les recours en grâce ont très peu de chance d'aboutir et que le nombre de recours déposés a augmenté de manière considérable, il convient de limiter les possibilités d'ajournement de l'exécution de la peine. A l'avenir, l'ajournement de l'exécution de la peine, lorsqu'il s'agit d'une amende ou d'une peine pécuniaire, ne doit plus être possible; le principe énoncé à l'article 76, alinéa 1 doit être appliqué dans ces cas. Les amendes et les peines pécuniaires doivent par conséquent être payées à temps. Si un recours en grâce relatif à l'une de ces condamnations est admis, il convient d'examiner ultérieurement si des prestations en argent déjà payées doivent être remboursées.

Le travail d'intérêt général n'est désormais plus considéré comme une peine, mais comme une forme d'exécution des peines, raison pour laquelle il ne peut plus faire l'objet d'un recours en grâce.<sup>13</sup>

S'agissant des peines privatives de liberté d'une durée de six mois au maximum, l'exécution de la peine peut, comme auparavant, être ajournée. L'ajournement suppose qu'une demande à cet égard ait été adressée au service compétent de la POM.

<sup>13</sup> Cf. réforme du droit des sanctions, FF 2015 4453.

*Article 87, alinéa 2, lettre a*

Il s'agit d'une adaptation de nature rédactionnelle: à l'article 71, alinéa 2, le nom de la loi est remplacé par l'abréviation DPMIn.

**4. Place du projet dans le programme gouvernemental de législature (programme législatif) et dans d'autres planifications importantes**

Le présent projet n'est pas expressément prévu dans le programme gouvernemental de législature. Il contribue toutefois à l'accomplissement de tâches publiques fondamentales, puisqu'il vise à la mise en œuvre du droit fédéral et à l'optimisation des procédures.

**5. Répercussions sur les finances, le personnel et l'organisation**

En principe, aucune répercussion importante sur les finances ou le personnel n'est attendue. Le présent projet amène certains changements sur le plan organisationnel, mais il s'agit pour l'essentiel d'ancrer la pratique dominante dans la loi ou de simplifier les procédures dans le but d'alléger la charge des services concernés.

Au vu de la rareté des litiges relevant de la loi sur la protection des armoiries, le travail supplémentaire incombant au Tribunal de commerce devrait être minime (art. 7, al. 1). De même, la modification de l'article 69, alinéa 3, lettre *q* ne devrait que peu alourdir la charge des tribunaux, en particulier parce que cet article n'a à ce jour jamais été appliqué. En revanche, l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique auront sans doute des répercussions sur les tribunaux ainsi que sur les autorités compétentes pour la mise en œuvre de ces interdictions. Ces répercussions sont pour l'heure difficiles à estimer.

Pour ce qui est de la Police cantonale, les coûts et la charge de travail supplémentaires découlant de la protection des personnes menacées en dehors de la procédure (art. 32a) ne peuvent être évalués de manière définitive avant l'entrée en vigueur de la modification. Le nombre de cas et la durée de protection nécessaire peuvent en effet varier. Les frais et la charge de travail engendrés sont également très différents selon la forme de protection choisie. Certaines mesures sont coûteuses (p. ex. établissement des actes nécessaires à la constitution d'une identité d'emprunt) et nécessitent un personnel important (p. ex. protection des personnes) alors que d'autres ont des répercussions financières minimales (p. ex. activités de conseil). Au cours des dernières années, en raison du mandat de protection général de la Police cantonale, des mesures de protection ont parfois dû être prises simultanément dans plusieurs cas (jusqu'à 7). La constitution d'une identité d'emprunt n'était jusqu'alors pas possible faute de base légale.

**6. Répercussions sur les communes et l'économie**

Le projet n'a pas de répercussions spécifiques sur les communes et l'économie.

## 7. Résultats de la procédure de consultation

Dans le cadre de la procédure de consultation, qui a eu lieu du 30 octobre 2015 au 12 février 2016, plus de 40 prises de position ont été reçues. Les participants et participantes ont approuvé la grande majorité des modifications proposées.

Plusieurs demandes d'ajout ont pu être prises en considération. L'article 31, alinéa 2 a notamment été adapté en fonction de diverses prises de position. Il a été relevé à plusieurs reprises qu'il est en règle générale très difficile, pendant les auditions, d'à la fois poser les questions et tenir le procès-verbal. Alors qu'il était à l'origine prévu que la Police cantonale puisse, dans les cas simples, mener seule les auditions déléguées, sans limitation de sa compétence, elle doit désormais obtenir l'approbation du Ministère public. L'importance des procès-verbaux d'audition et l'objectif qui vise à mener des auditions de qualité peuvent ainsi être pris en considération.

Il n'a pas été tenu compte de la proposition de modifier l'article 3 en vue d'attribuer également à la Police cantonale la compétence pour statuer sur les demandes de consultation des dossiers, dont dispose l'autorité au sens de l'article 3, alinéa 2 (tribunaux et ministères publics). Les voies de droit (art. 3, al. 3) permettant d'attaquer une décision négative rendue par la Police cantonale en matière de consultation ne peuvent en effet pas être organisées de manière satisfaisante. Contrairement à ce qui figurait dans les travaux préparatoires<sup>14</sup>, les décisions des tribunaux et des ministères publics ne peuvent pas être attaquées devant le Tribunal administratif; c'est la Cour Suprême qui statue en dernière instance cantonale dans les deux cas. Cela découle notamment du principe de l'unité de la procédure, selon l'article 26 de la loi du 19 février 1986 sur la protection des données (LCPD)<sup>15</sup>. En outre, conformément à l'article 95 de la loi du 11 juin 2009 sur l'organisation des autorités judiciaires et du Ministère public (LOJM)<sup>16</sup>, seules les décisions de la Cour suprême sont susceptibles de recours devant le Tribunal administratif; ses décisions sur recours ne le sont pas.

## 8. Proposition

Le projet vise à la mise en œuvre obligatoire du droit fédéral ainsi qu'à la simplification et à l'optimisation des procédures. Si, du point de vue politique, il revêt une importance secondaire, il doit tout de même entrer en vigueur aussi rapidement que possible. C'est pourquoi le Grand Conseil est invité à renoncer à la seconde lecture.

Berne, le 17 août 2016

Au nom du Conseil-exécutif,  
la présidente: *Simon*  
le chancelier: *Auer*

<sup>14</sup> Rapport du Conseil-exécutif concernant la mise à jour de la réorganisation de l'administration de la justice et des tribunaux, in: Journal du Grand Conseil, session de novembre 2012, annexe 33, p. 10, commentaire de l'article 3 LiCPM.

<sup>15</sup> RSB 152.04.

<sup>16</sup> RSB 161.1.

## Propositions du Conseil-exécutif et de la commission pour la première lecture

ACE n° 1101

**2016\_05\_JCE\_ Loi portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs\_LiCPM\_31.72-14.6**

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                                                            | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                 | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                             | <b>Loi portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs (LiCPM)</b>                                                                                                      |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                                                             | <i>Le Grand Conseil du canton de Berne,</i><br>sur proposition du Conseil-exécutif,<br><i>arrête:</i>                                                                                                                                                             |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                                                             | <b>I.</b>                                                                                                                                                                                                                                                         |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                                                             | L'acte législatif <a href="#">271.1</a> intitulé Loi portant introduction du code de procédure civile, du code de procédure pénale et de la loi sur la procédure pénale applicable aux mineurs du 11.06.2009 (LiCPM) (état au 01.06.2013) est modifié comme suit: |                                |                                    |
| Art. 7<br>Tribunal de commerce<br><br><sup>1</sup> Le Tribunal de commerce connaît en instance cantonale unique des litiges au sens de l'article 5, alinéa 1, lettres a à d, g et h ainsi que de l'article 6, alinéa 1 CPC. | Art. 7 al. 1 (mod.)<br><br><sup>1</sup> Le Tribunal de commerce connaît en instance cantonale unique des litiges au sens de l'article 5, alinéa 1, lettres a à d, <del>g et h</del> <u>à i</u> ainsi que de l'article 6, alinéa 1 CPC.                            |                                |                                    |
| Art. 31<br>Tenue du procès-verbal (art. 76 CPP)                                                                                                                                                                             | Art. 31 al. 2 (mod.)                                                                                                                                                                                                                                              |                                |                                    |

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                        | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| <p><sup>2</sup> En cas d'audition par la police, la personne qui procède à l'audition peut tenir elle-même le procès-verbal, à moins qu'elle agisse sur mandat du Ministère public.</p> | <p><sup>2</sup> En cas d'audition par la police, la personne qui procède à l'audition peut tenir elle-même le procès-verbal, <del>à moins qu'elle agisse.</del> <u>Lorsque la police agit sur mandat du Ministère public, cela n'est possible qu'avec l'autorisation de ce dernier.</u></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                         | <p>Art. 32a (nouv.)<br/>Mesures visant à protéger des personnes en dehors de la procédure (art. 156 CPP)</p> <p><sup>1</sup> La Police cantonale peut prendre des mesures visant à protéger des personnes en dehors de la procédure.</p> <p><sup>2</sup> Elle peut en particulier doter des personnes d'une identité d'emprunt en vertu de l'article 288, alinéa 1 CPP et leur fournir les actes nécessaires à cet égard. Cette mesure nécessite l'approbation du Tribunal cantonal des mesures de contrainte.</p> <p><sup>3</sup> Si la protection n'est plus requise ou que la personne concernée ne respecte pas les conditions qui ont été fixées, la Police cantonale lève la mesure. Elle communique la levée de la mesure visée à l'alinéa 2 au Tribunal cantonal des mesures de contrainte.</p> |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                         | <p>Art. 46b (nouv.)<br/>Effacement de données signalétiques biométriques de la Confédération</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                |                                    |

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                          | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                           | <p><sup>1</sup> Le service compétent de la Direction de la magistrature est le service central cantonal chargé d'avertir l'autorité fédérale responsable lorsque les conditions légales sont remplies pour l'effacement de données signalétiques biométriques selon les articles 17 à 21 de l'ordonnance fédérale du 6 décembre 2013 sur le traitement des données signalétiques biométriques<sup>1)</sup>.</p> <p><sup>2</sup> L'autorité qui a traité l'affaire en dernier lieu avertit sans délai le service central cantonal lorsque les conditions légales sont remplies pour l'effacement de données et requiert s'il y a lieu l'approbation de l'autorité judiciaire compétente conformément à l'article 19 de l'ordonnance mentionnée à l'alinéa 1.</p> |                                |                                    |
| <p>Art. 55<br/>Mise en accusation (art. 324 à 327 CPP)<br/>1. Lors d'affaires de criminalité économique</p> <p><sup>3</sup> La mise en accusation devant le Tribunal pénal économique ou devant son ou sa juge unique est soumise à l'approbation du Parquet général.</p> | <p>Art. 55 al. 3 (abrog.)</p> <p><sup>3</sup> Abrogé(e).</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |                                |                                    |
| <p>Art. 63<br/>Invitation de l'instance précédente à se prononcer en procédure de recours (art. 390 et 397 CPP)</p>                                                                                                                                                       | <p>Art. 63 al. 1 (mod.)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                |                                    |

<sup>1)</sup> RS 361.3

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| <sup>1</sup> Si la Cour suprême doit demander à l'instance précédente de se prononcer, son président ou sa présidente s'adresse,                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <sup>1</sup> Si la Cour suprême doit demander à l'instance précédente de se prononcer, <del>son président ou sa présidente</del> <u>la personne qui dirige la procédure</u> s'adresse,<br>Enumération inchangée.                                                                                                                                                         |                                |                                    |
| Art. 64<br>Procédure d'appel (art. 400 CPP)<br>1. Appel du Ministère public                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Art. 64<br>Procédure d'appel (art. <del>400</del> <u>399</u> CPP)<br>1. Appel du Ministère public (Titre mod.)                                                                                                                                                                                                                                                           |                                |                                    |
| Art. 67<br>Invitation du Ministère public à se prononcer en procédure de révision (art. 390 et 412 CPP)<br><br><sup>1</sup> Si la Cour suprême doit demander au Ministère public de se prononcer au sujet d'une demande de révision, son président ou sa présidente s'adresse au Parquet général.                                                                                                                                                       | Art. 67 al. 1 (mod.)<br><br><sup>1</sup> Si la Cour suprême doit demander au Ministère public de se prononcer au sujet d'une demande de révision, <del>son président ou sa présidente</del> <u>la personne qui dirige la procédure</u> s'adresse au Parquet général.                                                                                                     |                                |                                    |
| Art. 69<br>Peines privatives de liberté, travail d'intérêt général et mesures (art. 439 CPP)<br><br><sup>3</sup> Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires rend les décisions ultérieures nécessaires dans ce domaine, à moins que le droit fédéral ou le droit cantonal ne prévoie expressément la compétence d'un tribunal. Il est en particulier compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse: | Art. 69 al. 3<br><br><sup>3</sup> Le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires rend les décisions ultérieures nécessaires dans ce domaine, à moins que le droit fédéral ou le droit cantonal ne prévoie expressément la compétence d'un tribunal. Il est en particulier compétent dans les cas suivants prévus par le Code pénal suisse: |                                |                                    |

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| <p>f Article 62, alinéa 4: requête de prolongation du délai d'épreuve Article</p> <p>g 62a, alinéa 3: requête de réintégration Article</p> <p>h 62a, alinéa 6: décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation ou des règles de conduite</p> <p>q Article 63b, alinéa 3: décision concernant l'exécution de la peine privative de liberté</p> <p>r Article 64a, alinéa 2: requête de prolongation du délai d'épreuve Article</p> <p>s 64a, alinéa 3: requête de réintégration</p> <p>t Article 64a, alinéa 4: décision au sens de l'article 95, alinéa 4 Article</p> <p>u 64b, alinéa 1, lettre a: décision concernant la libération conditionnelle</p> | <p>f (mod.) Article 62, alinéa 4: requête de prolongation du délai d'épreuve-<br/><del>Article</del></p> <p>g (mod.) <u>Article</u> 62a, alinéa 3: requête de réintégration-<del>Article</del></p> <p>h (mod.) <u>Article</u> 62a, alinéa 6: décision au sens de l'article 95, alinéa 4, dans la mesure où l'autorité d'exécution a imposé une assistance de probation ou des règles de conduite</p> <p>q Abrogé(e).</p> <p>r (mod.) Article 64a, alinéa 2: requête de prolongation du délai d'épreuve-<br/><del>Article</del></p> <p>s (mod.) <u>Article</u> 64a, alinéa 3: requête de réintégration</p> <p>t (mod.) Article 64a, alinéa 4: décision au sens de l'article 95, alinéa 4-<del>Article</del></p> <p>u (mod.) <u>Article</u> 64b, alinéa 1, lettre a: décision concernant la libération conditionnelle</p> <p>v1 (nouv.) Article 67, alinéa 6: requête de prolongation de l'interdiction d'exercer une activité</p> |                                |                                    |

| Droit en vigueur                                            | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|-------------------------------------------------------------|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
|                                                             | <p>v2 (nouv.) Article 67b, alinéa 3: utilisation d'appareils techniques</p> <p>v3 (nouv.) Article 67b, alinéa 5: requête de prolongation de l'interdiction de contact et de l'interdiction géographique</p> <p>v4 (nouv.) Article 67c, alinéa 7: levée de l'assistance de probation ou décision ordonnant une nouvelle assistance de probation, pour autant que l'assistance ait été ordonnée par le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires</p> <p>v5 (nouv.) Article 67d, alinéa 1: requête d'extension de l'interdiction ou de prononcé d'une interdiction supplémentaire</p> <p>v6 (nouv.) Article 67d, alinéa 2: requête de prononcé ultérieur d'une interdiction</p> <p>z (nouv.) Article 92a, alinéa 2: décision sur les requêtes concernant le droit à l'information</p> |                                |                                    |
| <p>Art. 71</p> <p>Interdiction d'exercer une profession</p> | <p>Art. 71 al. 1 (mod.), al. 2 (nouv.), al. 3 (nouv.)</p> <p>Interdiction d'exercer une <del>profession</del> <u>activité, interdiction de contact et interdiction géographique</u> (Titre mod.)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |                                |                                    |

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                                            | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                 | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| <p><sup>1</sup> La levée de l'interdiction d'exercer une profession ou la limitation de sa durée ou de son contenu font l'objet d'une décision ultérieure distincte du tribunal ou du ministère public.</p> | <p><del><sup>1</sup> La levée de l'interdiction d'exercer une profession ou la limitation de sa durée ou de son contenu font l'objet d'une décision ultérieure distincte du tribunal ou du ministère public. Le tribunal qui a rendu le jugement en première instance (art. 363 CPP) statue, au sujet de l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique, sur</del></p> <p>a (nouv.) la prolongation de l'interdiction (art. 67, al. 6 et art. 67b, al. 5 CPS),</p> <p>b (nouv.) sa limitation ou sa levée (art. 67c, al. 4 et 5 CPS),</p> <p>c (nouv.) son extension ou une interdiction supplémentaire (art. 67d, al. 1 CPS),</p> <p>d (nouv.) le prononcé ultérieur d'une interdiction (art. 67d, al. 2 CPS).</p> <p><sup>2</sup> Le ou la juge unique statue sur l'interdiction d'exercer une activité, l'interdiction de contact et l'interdiction géographique selon l'article 19, alinéa 4 de la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (droit pénal des mineurs, DPMIn)<sup>1)</sup>.</p> |                                |                                    |

<sup>1)</sup> RS 311.1

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           | <sup>3</sup> Les décisions prévues par les alinéas 1 et 2 sont rendues dans le cadre de la procédure en cas de décisions judiciaires ultérieures indépendantes (art. 364 s. CPP).                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |                                |                                    |
| <p>Art. 75<br/>Recours en grâce</p> <p><sup>2</sup> Le recours en grâce doit être formé par écrit devant le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires. S'il l'estime nécessaire, celui-ci demande un rapport écrit au conseil municipal du dernier domicile du recourant ou de la recourante, ainsi qu'au tribunal ayant prononcé la condamnation et à la direction de l'établissement pénitentiaire.</p> | <p>Art. 75 al. 2 (mod.)</p> <p><sup>2</sup> Le recours en grâce doit être formé par écrit devant le service compétent de la Direction de la police et des affaires militaires. <del>S'il l'estime nécessaire, celui-ci demande un rapport écrit au conseil municipal.</del> <u>Celui-ci rend les ordonnances nécessaires et se procure le dossier auprès du dernier domicile du recourant-tribunal ayant prononcé la condamnation ou de la recourante, ainsi qu'au tribunal ayant prononcé la condamnation et du Ministère public. Le recourant ou la recourante peut être appelée à la direction de l'établissement pénitentiaire collaborer à la constatation des faits.</u></p> |                                |                                    |
| <p>Art. 76<br/>Effet suspensif</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | <p>Art. 76 al. 2 (mod.)</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                |                                    |

| Droit en vigueur                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | Proposition de la commission I | Proposition du Conseil-exécutif II |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|--------------------------------|------------------------------------|
| <p><sup>2</sup> En règle générale, l'autorité d'exécution ajourne cependant l'exécution de la peine lorsqu'il s'agit d'une amende, d'une peine pécuniaire, d'un travail d'intérêt général ou d'une courte peine privative de liberté et que le recours en grâce est le premier en la cause. L'ajournement ne peut avoir lieu si l'exécution de la peine a déjà commencé.</p> | <p><sup>2</sup> En règle générale, l'autorité <del>d'exécution ajourne cependant l'exécution</del> <u>le service compétent de la Direction de la peine lorsqu'il s'agit d'une amende, d'une peine pécuniaire, d'un travail d'intérêt général ou police et des affaires militaires ajourne, à la demande de la personne condamnée, l'exécution de la peine lorsqu'il s'agit d'une courte peine privative de liberté et que le recours en grâce de six mois au maximum et qu'il est le question d'un premier recours en la cause.</u> <u>grâce.</u> L'ajournement ne peut avoir lieu si l'exécution de la peine <u>privative de liberté</u> a déjà commencé.</p> |                                |                                    |
| <p>Art. 87<br/>Décisions ultérieures</p> <p><sup>2</sup> Le Tribunal des mineurs est compétent dans les cas suivants:</p> <p>a changement de la mesure de protection au sens des articles 12 à 14 de la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (droit pénal des mineurs, DPMin)<sup>1)</sup> en placement;</p>                               | <p>Art. 87 al. 2</p> <p><sup>2</sup> Le Tribunal des mineurs est compétent dans les cas suivants:</p> <p>a (mod.) changement de la mesure de protection au sens des articles 12 à 14 <del>de la loi fédérale du 20 juin 2003 régissant la condition pénale des mineurs (droit pénal des mineurs, DPMin)</del> <u>DPMIn en placement; Placement.</u></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | II.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | <i>Aucune modification d'autres actes.</i>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |                                |                                    |
|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              | III.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |                                |                                    |

<sup>1)</sup> RS 311.1

| Droit en vigueur | Proposition du Conseil-exécutif I                                                                                 | Proposition de la commission I                                                              | Proposition du Conseil-exécutif II                                                                                   |
|------------------|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|---------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
|                  | <i>Aucune abrogation d'autres actes.</i>                                                                          |                                                                                             |                                                                                                                      |
|                  | <b>IV.</b>                                                                                                        |                                                                                             |                                                                                                                      |
|                  | Le Conseil-exécutif fixe la date d'entrée en vigueur de la présente modification.                                 |                                                                                             |                                                                                                                      |
|                  |                                                                                                                   | <i>Il est proposé au Grand Conseil de renoncer à la seconde lecture.</i>                    |                                                                                                                      |
|                  | <p>Berne, le 17 août 2016</p> <p>Au nom du Conseil-exécutif,<br/>la présidente: Simon<br/>le chancelier: Auer</p> | <p>Berne, le 19 septembre 2016</p> <p>Au nom de la commission,<br/>le président: Wenger</p> | <p>Berne, le 19 octobre 2016</p> <p>Au nom du Conseil-exécutif,<br/>la présidente: Simon<br/>le chancelier: Auer</p> |